

Communiqué de presse du 3 mai 2023 d'Alliance Sud

Les organisations de développement disent oui à la loi climat

Il est temps que la Suisse apporte sa contribution à la lutte contre la crise climatique mondiale. Les pires effets du réchauffement climatique touchent les plus pauvres dans le Sud global, qui pourtant contribuent le moins au changement climatique. Les huit directeurs d'Alliance Sud et de ses organisations membres soulignent à l'unisson que la loi sur la protection du climat est un premier pas vers davantage de justice climatique.

Le cyclone Freddy a battu plusieurs records mondiaux en mars de cette année. La tempête tropicale a fait [plus de 1 000 victimes](#) au Malawi, au Mozambique et à Madagascar, a semé la destruction partout sur son passage et a été la plus longue jamais enregistrée. Elle a en effet duré plus d'un mois et a battu le record de l'énergie cyclonique accumulée.

Le cyclone Freddy montre bien que les catastrophes climatiques dans le Sud global provoquent des pertes et dommages toujours plus importants. « La vulnérabilité aux impacts de la crise climatique est nettement plus élevée dans les pays à faible revenu, par exemple lorsque les fonds pour l'adaptation au changement climatique font défaut », note **Andreas Missbach**, directeur d'Alliance Sud, le centre de compétence suisse pour la coopération internationale et la politique de développement. « Le [dernier rapport mondial sur l'évolution du climat](#) montre que dans une région vulnérable, 15 fois plus de personnes meurent lors d'un événement météorologique extrême que lors d'un épisode comparable dans une région bien adaptée comme la Suisse. »

La [Suisse a la responsabilité](#) de contribuer de manière appropriée à l'atténuation du réchauffement climatique. La [comparaison](#) des émissions annuelles de gaz à effet de serre par habitant liées à la consommation entre la Suisse (14 tonnes de CO₂) et les pays les plus touchés comme le Malawi (0,1 tonne de CO₂), le Mozambique (0,3 tonne de CO₂) ou Madagascar (0,1 tonne de CO₂) montre sans équivoque l'écart existant.

Pour la protection de la Suisse et du Sud global

La loi climat fixe les objectifs de réduction des émissions suisses à zéro net d'ici 2050. « C'est le minimum que notre pays doit atteindre », remarque **Bernard DuPasquier**, directeur adjoint de l'EPER : « Une contribution vraiment équitable à la protection du climat impliquerait que notre pays aille encore plus vite ». **Franziska Lauper**, directrice de Terre des hommes suisse, ajoute : « Nous devons agir immédiatement pour que les générations futures — chez nous comme dans le Sud global — ne souffrent pas davantage des conséquences du réchauffement. »

Dans cet objectif, la réduction de moitié des émissions d'ici 2030 prévue dans la loi est essentielle. En effet, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) insiste sur le fait que des mesures de protection climatique plus strictes doivent être prises lors de cette décennie afin d'éviter de dépasser la limite de 1,5°C. « Le seuil d'un réchauffement global de 1,5°C n'est pas arbitraire. Il est scientifiquement fondé et inscrit dans l'accord de Paris sur le climat », rappelle **Melchior Lengsfeld**, directeur d'Helvetas, avant d'ajouter : « Les conséquences de toute nouvelle augmentation sont dévastatrices — pour les populations du Sud global en particulier. »

Le rapport du Groupe d'expert-e-s intergouvernemental sur l'évolution du climat met également en exergue les possibilités existantes pour atteindre la neutralité climatique. « Une décarbonisation rapide est nécessaire, en Suisse également. Elle est techniquement réalisable depuis longtemps. Nous devons mettre fin à l'utilisation des énergies fossiles dès que possible », avertit **Bernd Nilles**, directeur d'Action de Carême. **Peter Lack**, directeur de Caritas Suisse, ajoute : « La loi prévoit que la protection du climat soit aménagée de façon socialement acceptable. C'est crucial car des personnes à faibles revenus peuvent ainsi la soutenir et lui assurer une large assise. »

Pour une meilleure sécurité alimentaire et énergétique

La protection du climat est essentielle pour la sécurité alimentaire. « Le rapport mondial sur l'évolution du climat met en évidence que la productivité de l'agriculture diminue globalement avec le réchauffement climatique. La production d'une nourriture suffisamment saine et variée devient plus compliquée en cas de sécheresse croissante et de conditions météorologiques imprévisibles — chez nous, mais surtout pour les familles de petits paysans dans les pays pauvres », relève **Markus Allemann**, directeur de SWISSAID. « Mais l'alimentation est aussi une partie de la solution, si nous nous nourrissons de manière plus respectueuse du climat et plus écologique. »

Dire oui à la loi climat n'est pas seulement essentiel pour la sécurité de l'approvisionnement et la préservation de nos propres bases vitales, c'est aussi une chance de faire remarquer à la communauté mondiale que la population suisse prend la crise climatique au sérieux. « Avec les crises à répétition actuelles et les catastrophes climatiques de plus en plus violentes dans le Sud global, il est crucial que nous fassions preuve de solidarité en disant oui à la protection du climat », résume **Felix Gnehm**, directeur de Solidar Suisse. « Nous voulons une transition juste vers un monde préservant le climat — la protection de ce dernier dans nos frontières en fait partie. »

Pour tout complément d'information :

Andreas Missbach, directeur d'Alliance Sud, tél. 031 390 93 30, andreas.missbach@alliancesud.ch

Delia Berner, spécialiste du climat chez Alliance Sud, tél. 077 432 57 46,
delia.berner@alliancesud.ch

Marco Fähndrich, responsable de la communication chez Alliance Sud, tél. 079 374 59 73,
marco.faehndrich@alliancesud.ch